



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
Prolongation/réallocation budgétaire d'un projet PRF
sans impact sur le coût global¹

Titre du projet : Projet d'appui à la mise en œuvre de la Police de Proximité en Guinée	Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO)
Personne à contacter concernant le projet : M. Eloi Kouadio IV, Directeur Pays du PNUD Guinée Adresse: Maison Commune, Matam, Coléah BP 222 Conakry, Guinée Téléphone: +224 622355470 E mail: eloi.kouadio.iv@undp.org Louis Marie Bouaka, Représentant HCDH Coléah Corniche, Conakry Tel : +224 662517285 E Mail : lbouaka@ohchr.org Kabla AMIHERE, Représentant résident BP :729 Ckry Rue DI 252 Donka, Bloc des Professeur, Conakry – Guinée E Mail : kamihere@iom.int	Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) : PNUD, OIM et HCDH Ministère de la sécurité et de la Protection Civile, Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation OPROGEM Société Civile
Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) : N°00088735	Site du projet : Conakry et tout le territoire national
Description du projet : La date initiale d'achèvement du projet est arrivée à terme depuis décembre 2014 alors que certaines activités programmées, pour lesquelles des fonds sont disponibles, ne sont pas exécutées faute de retards liés essentiellement à l'épidémie d'Ebola (regroupements et réunions communautaires déconseillés, réorientation des efforts sur la sensibilisation et la formation sur Ebola et les moyens de prévention). Eu égard à cette situation et vu la pertinence du projet visant à réduire les risques d'insécurité de la population, nous sollicitons une extension sans coût additionnel du projet jusqu'au 31 décembre 2015.	Budget PBF : 1 448 780 USD Contributions hors PBF : 845 000 USD Budget total du projet : 2 288 780 USD Date de démarrage du projet : Janvier 2014 Date initiale d'achèvement du projet : Décembre 2014 Nouvelle date d'achèvement: 31 décembre 2015

¹ Veuillez utiliser ce formulaire UNIQUEMENT si la prolongation est sans effet sur le coût global ni sans impact significatif sur le résultat visé OU si une réallocation budgétaire pour un même projet a un impact d'au moins 15 % sur une ou plusieurs catégories de dépense. Le Formulaire 3.3 de transmission (« Transmittal Form ») n'est pas nécessaire. Toutefois, un procès-verbal du JSC indiquant qu'il n'y a pas d'objections au changement doit être effectué dans les 3 mois suivant la proposition de changement. Le formulaire et le procès-verbal du JSC devront être soumis au MPTF et au PBSO for information.

« Score » d'égalité entre les sexes (« Gender Marker »)²: 2	
Résultats du projet : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les capacités de la Police nationale sont renforcées ; ▪ Existence effective d'un cadre de police de proximité ; ▪ Les capacités de l'inspection générale des services de police sont renforcées ; ▪ Les violences et abus sur le genre sont gérés et permet une baisse des cas ; ▪ Les réponses fournies par la police de proximité permettent de prévenir et de gérer des cas de banditisme, de délinquances au sein des populations et instaurent une confiance avec les populations. 	
Domaine de résultat du Fonds³ résumant au mieux l'objectif du projet : Activités du domaine prioritaire 1 « Réforme du secteur de sécurité » du plan prioritaire de consolidation de la paix.	

² PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

³ Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien à la mise en application des traités de paix et au dialogue politique (Priorité 1) :
 (1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;
 2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
 (2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;
 3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
 (3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.
 4) (Re)-mise en place des services administratifs essentiels (Priorité 4).
 (4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'État/ administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat du Fonds).

<i>(Pour les projets financés par le PRF) *</i>	
Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO) <i>(un espace de signature par RUNO)</i>	Représentant des autorités nationales
<p>Eloi KOUADIO IV /DP a.i. Signature</p> <p>Programme des Nations Unies pour le Développement</p> <p>Date et cachet</p> 	<p>Prof. Koutoub Moustapha SANO (Ph.D) Signature</p> <p>Ministère de la Coopération Internationale</p> <p>Date et cachet</p> 
<p>Louis Marie BOUAKA Signature</p> <p>Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies</p> <p>Date et cachet</p> 	<p>Mahmoud CISSE Signature</p> <p>Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, de la Réforme des services de Sécurité</p> <p>Date et cachet</p> 
<p>Kabla KAMIHERE Signature</p> <p>Organisation Internationale pour les Migrations</p> <p>Date et cachet</p> 	

Table des matières

Longueur maximale 5 pages

I. Cause des changements apportés au projet et justification

a. Nature du changement et justification

II. Impact budgétaire

a. Révision du budget

I. Cause des changements apportés au projet et justification
a. Nature des changements et justification:

Au cours de l'année 2014, l'ensemble des trois pays suivants ont été sévèrement affectés par l'épidémie de fièvre à virus Ebola : la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. Le rapport ERA (Early Recovery Assessment) de janvier 2015 souligne que la maladie à virus Ebola a sévèrement impacté sur les vies humaines, les moyens de subsistance, la cohésion sociale, la santé, sur les économies des trois pays mais aussi des autres pays de l'Afrique de l'Ouest en général. Plusieurs citoyens ont perdu leurs emplois. Les champs et les plantations agricoles ont été abandonnés dans les zones rurales les plus touchées. Les moyens de subsistance des communautés se sont détériorés. Les établissements scolaires des pays ont dû fermer leurs portes pendant un certain temps ; environ 5 millions d'enfants et de jeunes qui se sont vus contraints de rester à la maison. La réponse d'urgence pour contrer la maladie a compromis les dépenses initialement prévues et créé des déficits budgétaires et sur les finances publiques des pays affectés. Toutes ces conséquences cumulées ont conduit à une menace humanitaire, en matière de paix et de sécurité.

La Guinée reste le pays le plus durement affecté avec un nombre de cas plus élevé que dans les autres pays. De plus, la faiblesse de la gouvernance et des infrastructures sanitaires a favorisé une propagation plus importante et plus récurrente que dans les deux autres pays touchés. L'épidémie a donc eu un grand impact sur la vie nationale ; beaucoup d'activités en ont été ralenties, voire compromises, en particulier celles en lien avec les regroupements de populations. Le projet d'appui à la mise en œuvre de la police de proximité a été ralenti pour toutes ces raisons.

- Pendant un certain temps, les regroupements et réunions communautaires ont été fortement déconseillés : les concertations locales et autres formations de masses avaient été interrompues par mesures de précaution, en attendant de développer les moyens de mitigation des risques spécifiques à la propagation de l'épidémie :
 - le projet a dû prendre le temps de concevoir et réaliser des séances de formations pour l'ensemble des policiers de la zone cible de la commune de Matoto sur « *la sensibilisation sur la maladie et les moyens de prévention* ».
 - Le projet a également dû intégrer systématiquement cette formation spécifique sur Ebola aux séances de formations et de sensibilisation ainsi qu'à toutes les activités du projet.
 - Le projet a pris le temps d'organiser un atelier de formation pour l'ensemble des forces déployées dans les centres de transit et de traitement d'Ebola et pour les 20 unités d'intervention de police et de gendarmerie de Conakry.
- Du côté national, les partenaires nationaux n'étaient pas toujours en mesure de fonctionner correctement et de respecter les planifications annuelles. La gestion de la maladie a pesé sur l'organisation et le fonctionnement des services de police, la Guinée

ayant connu des résistances parfois violentes à l'égard des agents déployés dans la cadre de la lutte contre l'épidémie de fièvre à virus Ebola.

Par ailleurs, il existe des retards qui ne sont pas spécifiquement liés à Ebola mais qui ont eu un impact direct sur l'avancement des activités du projet :

- le retard des autorités à signer le texte de création des Conseils locaux de sécurité n'a permis la mise en œuvre effective et dans les temps de ces cadres de concertation entre Police et Populations. Toutefois, en accord avec les autorités, il a été décidé de poursuivre le travail de sensibilisation (y compris sur la question des droits de l'homme) et d'installation des Conseils Locaux de Sécurité et de la Prévention de la Délinquance (CLSPD). Les acteurs desdits conseils et forum sont formés à leurs responsabilités en attendant leur création officielle.
- En dépit des appuis reçus de la part du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l'Union Européenne (UE), l'Inspection Générale des Services de Sécurité (IGSS) n'est toujours pas en mesure de réaliser des inspections sur le terrain ; du reste la propagation de l'épidémie a remis en cause les préparatifs entamés pour la première mission d'audit.
- La mise en place d'une base des données sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) n'a pas pu être réalisée principalement en raison du fait que cela impliquait la participation d'une multitude d'acteurs divers et variés. Le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) a déjà appuyé l'élaboration d'une telle base des données, mais il reste à la rendre opérationnelle.

II. Impact budgétaire

a. Révision du budget

Tableau 1: Activité budgétaire du projet

Résultat/numéro du produit	Nom du produit	RUNO(s)	Produit du budget	Commentaires (c.à.d. sur la justification concernant les types d'apports fournis ou le budget)
Résultat 1 :				
Produit 1.1				
Produit 1.2				
Produit 1.3				
Résultat 2 :				
Produit 2.1				
Produit 2.2				
Produit 2.3				
Total				

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO⁴

PROJET DE BUDGET PBF – RUNO 1 (rajouter un tableau par RUNO supplémentaire)			
Catégories de dépense	Budget d'origine	Augmentation / diminution proposée	Nouveau budget proposé
1. Personnel et autres employés	\$193 000		\$193 000
2. Fournitures, produits de base, matériels	\$0		\$0
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$794 000		\$794 000
4. Services contractuels	\$40000		\$40 000
5. Frais de déplacement	\$0		\$0
6. Transferts et subventions aux homologues	\$270 000		\$270 000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$57 000		\$57 000
Sous-total	\$1 354 000	0	\$1 354 000
8. Coûts indirects*	\$94 780		94 780
TOTAL	\$1 448 780	0	\$1 448 780

* Le taux ne doit pas dépasser 7 % du total des catégories 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémoire d'accord du Fonds, et doit être conforme aux règles et procédures de chaque RUNO. On notera que les coûts directs induits par l'Agence exécutant le projet doivent être comptabilisés dans la rubrique budgétaire correspondante, conformément aux règlements, règles et procédures de l'Agence en question.

⁴ Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une demande de prolongation n'ayant pas d'impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux du descriptif de projet d'origine approuvé.